

ALGER

Extract of Alger républicain

Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Les-travailleurs-de-la-SNVI.html>

Les travailleurs de la SNVI rejettent les promesses de Sidi-Saïd. La grève est reconduite

- Actualité politique nationale - Grèves SNVI et entreprises de la Zone industrielle de Rouiba - GREVE SNVI ROUIBA - LU DANS LA PRESSE -
Publication date: samedi 16 janvier 2010

Description:

Par Habachi L.

in Le Soir d'Algérie

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

16.01.10

Les promesses faites par Sidi-Saïd aux travailleurs de la SNVI, concernant la prise en charge de leurs revendications, ont été rejetées en bloc par les protestataires. L'effet d'annonce n'a pas donné les résultats escomptés. Bien au contraire, la colère des travailleurs, en grève illimitée depuis le 3 janvier, a été exacerbée.

Les grévistes de la SNVI considéraient, jeudi dernier, lors de l'assemblée générale, cette sortie de la centrale de l'UGTA comme une autre tentative de briser leur lutte visant à recouvrer leurs droits. Pour eux, donc, aucun résultat tangible n'a été enregistré au cours de la rencontre de mercredi dernier. A l'issue de cette réunion syndico-syndicale, rappelons-le, et à laquelle étaient conviées la Fédération Mines, Mécanique et Electronique, l'Union locale de Rouiba et les représentations des travailleurs de la SNVI, le secrétaire général de l'UGTA, Sidi-Saïd, a fait une déclaration à l'ENTV, un média public qui s'est curieusement souvenu qu'une grève était observée par les travailleurs de la SNVI.

Le « non » unanime

À notre arrivée au Complexe de véhicules industriels de Rouiba, les travailleurs venaient de clore leur assemblée générale. Ils avaient décidé de reconduire la grève. Les syndicalistes affiliés à l'UGTA n'étaient plus là. Ils étaient, disait-on, en conclave. Concernant les promesses de l'UGTA, le rejet était unanime. « Nos syndicalistes sont partis pour négocier. Pour l'instant, ils n'ont rien obtenu », soutenaient les grévistes. « Ils voulaient tout simplement gagner du temps », affirmait un travailleur qui, prenant la parole, n'a pas manqué de s'interroger, suscitant l'approbation générale, sur la véritable mission de leurs représentants. « Ils (les syndicalistes) nous disent qu'ils ne peuvent pas négocier sur la retraite car c'est un problème national. S'agissant des salaires, nous ne savons rien. Qu'est-ce qu'ils faisaient là-bas s'ils ne pouvaient négocier certains points ? Pourquoi nous représentent-ils alors ? L'arrêt de travail a été décidé par les travailleurs. Les syndicalistes sont venus pour arrêter le débrayage. Ils ont fini par adhérer à cette grève. Lorsque nous avons décidé de sortir dans la rue, ils ont tenté de nous en empêcher. Par la suite, ils nous ont rejoints. Aujourd'hui, ils nous demandent de reprendre le travail. Mais nous n'avons rien ! Makayen walou ! », a-t-il clamé. Et un jeune travailleur d'intervenir. « Depuis dix jours, nous sommes en grève, et aucun responsable de l'Etat n'a daigné nous écouter. Pourtant, quand ils veulent prendre des décisions, les responsables du pays le font. Ils ont fait intervenir les avions militaires pour transporter en quelques jours seulement, des milliers de supporters de l'Equipe nationale au Soudan. A nous, ils disent qu'ils sont en train d'étudier nos problèmes, mais ils envoient gendarmes et policiers pour nous menacer. C'est parce que nous sommes de simples travailleurs.

C'est de la hogra ! »

C'est un plan de redressement de l'Etat pour la SNVI

En réponse aux responsables de l'UGTA qui présentent le plan de redressement économique et financier en faveur de la SNVI, à chaque occasion, comme étant leur trophée, les travailleurs tiennent à replacer les choses dans leur contexte : « Sidi-Saïd dit qu'il a supprimé la dette de la SNVI. Est-ce lui qui décide dans ce pays ? Est-ce donc lui qui a effacé la dette des fellahs ? On présente, dans la conjoncture actuelle, ce plan comme une exception, voire un cadeau à notre entreprise et aux travailleurs. Il n'en n'est rien. C'est une politique nationale qui concerne toutes les grandes entreprises publiques nationales. Cette nouvelle politique est dictée au pouvoir algérien par la crise mondiale. Elle se fait au niveau mondial. Même Obama supprime les dettes des entreprises privées américaines. » Pour eux, il y a une aberration dans la démarche de l'Etat, propriétaire de la SNVI, qui, d'une part, fait un diagnostic économique négatif de l'entreprise et, d'autre part, attribue annuellement 800 000 DA à chaque cadre dirigeant de la SNVI. Après avoir écouté les travailleurs, nous nous sommes rendus, avec un confrère, à la direction générale de la SNVI, où se réunissaient les syndicalistes de cette entreprise. Ils nous ont fait savoir, par le biais des agents de sécurité de la société, qu'ils étaient en réunion pour élaborer une déclaration commune. Nous n'en saurons pas plus.

Crainte d'un remake de 1988

Les travailleurs de la SNVI rejettent les promesses de Sidi-Saïd. La grève est reconduite

Il est évident que l'activisme de l'UGTA, appuyé par l'énorme mobilisation sécuritaire autour de la zone industrielle de Rouiba, était destiné à calmer l'ardeur revendicative des travailleurs et, surtout, à éviter le remake de 1988. L'un des responsables syndicaux d'Anabib a fini par nous faire cet aveu, au cours d'une discussion : « Nous sommes intervenus auprès de nos collègues de la SNVI pour éviter la répétition de 1988. » Mais les pouvoirs publics savent pertinemment - dans le cas contraire, ce serait de l'incompétence - que les travailleurs de la SNVI n'ont pas cette ambition. « Nous sommes simplement des travailleurs et nous luttons pour un salaire décent et des droits reconnus par la Constitution algérienne », clamaient-ils. Par contre, leur tradition syndicale est bien ancrée dans leur culture. S'agissant des autres unités dont le personnel avait suivi la grève de la SNVI, nous en avons visité quelques-unes. Au niveau de la Cammo (mobilier de bureau), les travailleurs faisaient face aux représentants de l'UGTA qui s'efforçaient de les convaincre de reprendre le travail. Au niveau de la Tameg (tanneries algériennes), le secrétaire général de la section syndicale nous a assuré que les grévistes avaient repris le travail, sur la base de l'engagement de leur Fédération dans des négociations, futures, avec la tutelle du secteur cuir et textile. L'agent de sécurité de la Mobsco, nous a, quant à lui, indiqué que les travailleurs avaient suspendu le débrayage. Le secrétaire général du syndicat Anabib (3 unités) nous a affirmé, pour sa part, que des promesses de négociations leur ont été faites par leur Fédération.

par **Abachi L.**

in **Le Soir d'Algérie**

16.01.10